

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

14 avril 2020

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**visant à reconnaître Taïwan
(République de Chine)
comme un État indépendant
et à soutenir les efforts déployés par Taïwan
pour devenir membre des organisations
internationales auxquelles
la Belgique est partie**

(déposée par Mme Annick Ponthier et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

14 april 2020

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**tot erkenning van Taiwan
(Republiek China)
als onafhankelijke Staat en tot ondersteuning
van het streven van Taiwan
naar het lidmaatschap
van internationale organisaties
waarvan België deel uitmaakt**

(ingediend door mevrouw Annick Ponthier c.s.)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend, en l'adaptant, le texte de la proposition DOC 54 0340/001.

Au regard du droit international public, les prétentions de la République populaire de Chine à l'égard de Taïwan, qui est considérée comme une province dissidente, sont intenables. Née en 1949 à la suite de la victoire des communistes chinois sur les nationalistes du Kuomintang, la République populaire de Chine, qui a succédé à la République de Chine sur le continent, n'a en effet jamais exercé d'autorité étatique effective sur quelque partie que ce soit de Taïwan. Après avoir été défaits lors de la guerre civile chinoise, les nationalistes se sont repliés à Taïwan et y ont constitué un gouvernement en exil, dirigé par Tchang Kaï-check. Continuant à revendiquer l'hégémonie sur toute la Chine, ils ont occupé le siège permanent de la Chine au Conseil de sécurité des Nations Unies jusqu'en 1971. À la suite de la perte de leur qualité de membre de l'ONU, des États de plus en plus nombreux ont reconnu la République populaire de Chine et rompu leurs relations diplomatiques avec la République de Chine. La République populaire de Chine entretient en effet exclusivement des relations bilatérales avec les États qui reconnaissent officiellement sa politique de la Chine unique. Aujourd'hui, seuls 15 États entretiennent encore des relations diplomatiques avec la République de Chine: la Cité du Vatican, Eswatini, Nauru, Palau, les Îles Marshall, les Tuvalu, le Belize, le Guatemala, Haïti, le Nicaragua, le Honduras, le Panama, le Paraguay, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie et enfin Saint-Vincent-et-les-Grenadines. Malgré ce nombre limité de reconnaissances, la République de Chine a cependant subsisté pendant tout ce temps comme État indépendant, à ceci près que, depuis 1949, son autorité ne s'étend qu'à Taïwan, aux Pescadores, à Kinmen et aux Îles Matsu. Dans les années 1990, elle a finalement abandonné ses prétentions formelles à l'égard du continent et embrassé en fait une politique de deux Chines, par analogie avec la relation existant entre la République fédérale d'Allemagne et la DDR, deux États souverains formant ensemble une seule Allemagne. La réunification des deux "Chines" est considérée comme une perspective à long terme, dont la réalisation est subordonnée à l'instauration d'un État de droit démocratique et d'une économie de marché capitaliste sur le continent.

Taïwan – dans le sens de l'entité qui exerce la souveraineté sur Taïwan et qui porte toujours l'appellation formelle de République de Chine – satisfait à tous les critères requis par le droit international pour pouvoir être qualifiée d'État souverain. L'article 1^{er} de la Convention

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt, met een aantal aanpassingen, de tekst over van voorstel DOC 54 0340/001.

De claim van de communistische Volksrepubliek China op Taiwan, dat wordt beschouwd als een afvallige provincie, is volkenrechtelijk onhoudbaar. De Volksrepubliek China ontstond in 1949 als gevolg van de overwinning van de Chinese communisten op de nationalistische Kwomintang en volgde op het vasteland de Republiek China op. De VRC heeft immers nooit effectief staatsgezag uitgeoefend over enig deel van Taiwan. De nationalistenvluchtten na hun nederlaag in de Chinese burgeroorlog naar Taiwan en richtten er een regering in ballingschap op onder leiding van Tsjang Kai-Sjek. Zij bleven de heerschappij opeisen over volledig China en bezetten tot 1971 ook de permanente zetel van China in de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties. Als gevolg van het verlies van het VN-lidmaatschap gingen steeds meer staten over tot de erkenning van de Volksrepubliek China en verbraken zij de diplomatieke betrekkingen met de Republiek China. De Volksrepubliek China onderhoudt immers uitsluitend bilaterale betrekkingen met staten die haar Eén-China-politiek officieel erkennen. Op heden onderhouden nog slechts 15 Staten diplomatieke relaties met de Republiek China: Vaticaanstad, Eswatini, Nauru, Palau, de Marshall-eilanden, Tuvalu, Belize, Guatemala, Haïti, Nicaragua, Honduras, Paraguay, Saint-Kris en Nevis, Saint-Lucia en tenslotte Saint-Vincent en de Grenadines. Ondanks het geringe aantal erkenningen is de Republiek China echter al die tijd als een onafhankelijke Staat blijven voortbestaan, zij het dat zijn gezag zich sinds 1949 slechts uitstrekt tot Taiwan, de Pescadores, Kinmen en Matsu. In de jaren 1990 liet de Republiek China zijn formele aanspraak op het vasteland uiteindelijk varen en werd *de facto* een Twee-China-politiek omarmd, naar analogie van de verhouding tussen de Bondsrepubliek Duitsland en de DDR, dit wil zeggen een verhouding tussen twee soevereine, onafhankelijke entiteiten die samen het ene Duitsland vormden. De hereniging van beide "China's" wordt gezien als een perspectief op lange termijn, waarvan de realisatie afhankelijk wordt gesteld van de invoering op het vasteland van een democratische rechtsstaat en een kapitalistische vrije markteconomie.

Taiwan – in de zin van de entiteit die de soevereiniteit uitoefent over Taiwan en zich formeel nog steeds de Republiek China noemt – voldoet aan alle criteria die het volkenrecht hanteert om van een soevereine Staat te kunnen spreken. Artikel 1 van de Conventie

de Montevideo (Convention concernant les droits et devoirs des États) du 26 décembre 1933, considérée en la matière comme une codification du droit international coutumier, est rédigé comme suit:

“Article 1^{er}

L’État comme personne de Droit international doit réunir les conditions suivantes:

- a) population permanente;*
- b) territoire déterminé;*
- c) gouvernement;*
- d) capacité d’entrer en relations avec les autres États.”*

Taiwan dispose d’un territoire déterminé qui, outre l’île principale de Taiwan, comprend les archipels de Penghu (Pescadores) et Jinmen (Quemoy), ainsi qu’une série d’îles plus petites situées au large de la Chine continentale.

Taiwan a aussi une population permanente dotée d’une identité propre, renforcée par les menaces provenant de la République populaire de Chine, communiste, et par la scission de fait qui prévaut depuis des décennies. À cet égard, on notera encore que Taiwan, au cours des 50 années qui ont précédé son occupation, le 25 octobre 1945, par les troupes de la République de Chine, avec le soutien des alliés, était une colonie japonaise. À l’issue de la Première Guerre sino-japonaise, la Chine et le Japon ont conclu le Traité de Shimonoseki du 17 avril 1895, par lequel la Chine se défaisait “à jamais” de Taiwan (encore appelé Formose, à l’époque), notamment, ainsi que des Pescadores, au profit du Japon. À l’exception de la courte période située entre 1884 et 1895, sous la dynastie Qing, il n’a jamais été question de lien plus ou moins durable entre Taiwan et la Chine continentale.

Il ne fait par ailleurs aucun doute que Taiwan dispose d’un véritable gouvernement, qui exerce de manière indépendante l’autorité étatique sur le territoire et sur la population de Taiwan, à l’exclusion complète du gouvernement communiste de la République populaire de Chine. Taiwan est en mesure de définir elle-même son organisation intérieure, le comportement de ses ressortissants et sa politique intérieure et extérieure; elle dispose dès lors d’une autonomie totale.

Enfin, Taiwan est capable d’entrer en relation avec d’autres États. Taiwan entretient des relations diplomatiques à part entière avec les 15 États qui reconnaissent la République de Chine, et des relations officieuses avec beaucoup d’autres États, relations dont le contenu

van Montevideo (*Convention on Rights and Duties of States*) van 26 december 1933, dat op dit gebied als een codificatie van internationaal gewoonterecht wordt beschouwd, luidt als volgt:

“Article 1

The state as a person of international law should possess the following qualifications:

- a) a permanent population;*
- b) a defined territory;*
- c) government;*
- d) capacity to enter into relations with the other states.”*

Taiwan heeft een afgebakend staatsgebied, dat behalve het hoofdeiland Taiwan de eilandengroepen Penghu (Pescadores) en Kinmen (Quemoy) omvat, alsook een aantal kleinere eilandjes voor de kust van het Chinese vasteland.

Taiwan heeft eveneens een permanente bevolking met een eigen identiteit, die wordt versterkt door de bedreigingen vanwege de communistische Volksrepubliek China en door het feit dat er reeds decennia sprake is van een feitelijke scheiding. In dat verband kan er op worden gewezen dat Taiwan in de 50 jaar voordat de troepen van de Republiek China op 25 oktober 1945 met de steun van de geallieerden Taiwan in bezit namen, een Japanse kolonie was. Na de Eerste Chinees-Japanse Oorlog sloten China en Japan het verdrag van Shimonoseki van 17 april 1895, waarbij China ten voordele van Japan “voor altijd” afstand deed van onder meer Taiwan (toen nog Formosa genoemd) en de Pescadores. Slechts ten tijde van de Qing-dynastie was er gedurende de korte periode tussen 1884 en 1895 sprake van een min of meer hechte binding tussen Taiwan en het Chinese vasteland.

Verder lijkt het geen twijfel dat Taiwan een effectieve regering heeft die op onafhankelijke wijze het staatsgezag uitoefent over het grondgebied en de bevolking van Taiwan, met volledige uitsluiting van de communistische regering van de Volksrepubliek China. Taiwan is in staat zelf zijn binnenlandse organisatie, het gedrag van zijn onderdanen en zijn binnen- en buitenlandse politiek te regelen en beschikt derhalve over volledig zelfbestuur.

Ten slotte is Taiwan bekwaam om betrekkingen aan te gaan met andere Staten. Taiwan onderhoudt volwaardige diplomatieke betrekkingen met de 15 Staten die de Republiek China erkennen en daarnaast officieuze betrekkingen met tal van andere Staten, die inhoudelijk

s'apparente à des relations diplomatiques, mais que les États en question ne peuvent qualifier comme telles pour ne pas heurter la Chine. Le fait que Taïwan (plus précisément, la République de Chine) n'est actuellement reconnue officiellement que par 15 États n'est pas fondamentalement significatif. Ce que l'on retiendra, c'est que Taïwan possède les capacités organisationnelles nécessaires pour entretenir avec d'autres États des relations de nature diplomatique et qu'elle est en mesure de respecter ses obligations internationales. En vertu de son autorité étatique effective, elle peut transposer sur son territoire d'éventuels accords conclus avec d'autres États. Selon la conception juridique dominante, la reconnaissance d'une entité par des États tiers n'a pas d'effet constitutif quant au statut d'État. C'est lorsqu'une entité remplit les critères de Montevideo qu'elle a la qualité d'État, c'est-à-dire qu'elle jouit de tous les droits et est soumise à tous les devoirs attachés à ce statut par le droit international, et ce, qu'elle ait ou non été reconnue par d'autres États et quel que soit le nombre d'États lui ayant accordé leur reconnaissance. En effet, il n'appartient pas aux autres États de se prononcer sur la naissance ou sur l'existence d'un État et on ne voit pas où ils pourraient puiser pareille compétence constitutive. Pour savoir si l'on a affaire à un État, il convient de se fonder exclusivement sur les critères objectifs fixés en la matière par le droit international. En accordant sa reconnaissance, un État signifie simplement qu'il accepte l'État nouvellement reconnu en qualité de membre du système étatique international et qu'il est disposé à accepter tous les effets de cette reconnaissance. La "conception déclarative relative à la reconnaissance" est confirmée par la première phrase de l'article 3 de la Convention de Montevideo évoquée ci-dessus: "L'existence politique de l'État est indépendante de sa reconnaissance par les autres États."

Bien que possédant incontestablement toutes les caractéristiques d'un État souverain, la nation taiwanaise – eu égard au fait qu'elle n'est reconnue que par une poignée d'États (pour la plupart pauvres et peu influents) – est considérablement entravée dans ses possibilités de se déployer comme membre de la communauté internationale. En partie du fait du poids économique, politique et militaire de la République populaire de Chine, il lui est également très difficile d'adhérer à de grandes organisations internationales réservées aux seuls États. On songera en particulier à l'Organisation des Nations Unies et à ses différentes organisations spécialisées. Aujourd'hui, la République de Chine est membre, entre autres, de la Banque asiatique de Développement (en tant que membre fondateur depuis 1966, quoique sous la dénomination "Taïpei, Chine", aux côtés de la République populaire de Chine, qui a adhéré à l'organisation en 1986), de l'Organisation mondiale du commerce (depuis le 1^{er} janvier 2002 sous la dénomination "Taïpei chinois", aux côtés de la République populaire de Chine qui y a

neerkomen op diplomatieke betrekkingen, maar door de betrokken Staten slechts zo niet mogen genoemd worden om China niet voor het hoofd te stoten. Aan het feit dat Taiwan (preciezer: de Republiek China) thans slechts door 15 Staten officieel wordt erkend, komt geen doorslaggevende betekenis toe. Waar het om gaat, is dat Taiwan de organisatorische capaciteiten bezit om met andere Staten contacten te onderhouden van diplomatieke aard en in staat is zijn internationale verplichtingen na te komen. Eventuele overeenkomsten met andere Staten kan het op grond van zijn effectieve overheidsgezag op zijn grondgebied omzetten. Volgens de heersende rechtsopvatting komt aan de erkenning door derde Staten geen constitutieve werking voor de statelijkheid toe. Wanneer een entiteit voldoet aan de Montevideo-criteria, is hij een Staat met alle bijhorende volkenrechtelijke rechten en plichten, ongeacht of en door hoeveel andere Staten deze Staat wordt erkend. Het zijn immers niet de andere Staten die beslissen of een Staat ontstaat dan wel reeds bestaat, en het valt niet in te zien waaraan zij een dergelijke constitutieve bevoegdheid zouden ontleenen. De vaststelling of men te maken heeft met een Staat, dient uitsluitend te gebeuren aan de hand van de objectieve criteria die het volkenrecht daaraan stelt. De erkenning van de ene Staat door de andere houdt niet meer in dan dat die andere Staat daarmee te kennen geeft dat hij de nieuw erkende Staat aanvaardt als lid van het internationale statensysteem en bereid is alle gevolgen van die erkenning te accepteren. De zogenaamde declaratieve opvatting over erkenning wordt bevestigd door de eerste volzin van artikel 3 van de reeds vermelde Conventie van Montevideo: *"The political existence of the state is independent of recognition by the other states."*

Hoewel Taiwan onmiskenbaar alle eigenschappen bezit van een soevereine Staat, wordt deze natie – gelet op het feit dat het slechts door een beperkt aantal (veelal arme en weinig invloedrijke) Staten wordt erkend – in aanzienlijke mate belemmerd in zijn mogelijkheden tot ontplooiing als lid van de internationale gemeenschap. Mede door het economische, politieke en militaire gewicht van de Volksrepubliek China, is het voor Taiwan eveneens zeer moeilijk om lid te worden van belangrijke internationale organisaties waarvan het lidmaatschap slechts openstaat voor Staten. In het bijzonder moet daarbij worden gedacht aan de Organisatie van de Verenigde Naties en haar verschillende gespecialiseerde organisaties. Momenteel is de Republiek China lid van onder meer de Aziatische Ontwikkelingsbank (als stichtend lid sinds 1966, zij het thans onder de benaming "Taïpei, China" naast de Volksrepubliek China, die in 1986 toetrad tot de organisatie), de Wereldhandelsorganisatie (sinds 1 januari 2002 als "Chinees Taipei", naast de Volksrepubliek China, die kort voordien, op 11 december

adhéré peu de temps auparavant, le 11 décembre 2001) et de l'APEC ou *Asia-Pacific Economic Cooperation* (depuis 1991, en tant que "Taïpei chinois", en même temps que la République populaire). En outre, Taïwan a acquis un statut d'observateur dans un certain nombre d'organisations internationales. C'est notamment le cas de l'Organisation mondiale de la Santé (membre depuis 2009 sous la dénomination "Taïpei chinois") et d'une série de comités de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques).

La présente proposition de résolution vise à faire en sorte que la Belgique reconnaisse de manière formelle et explicite la République de Chine (Taïwan) et qu'elle la soutienne dans ses efforts en vue d'obtenir l'adhésion à des organisations internationales dont la Belgique est membre, en particulier les Nations Unies, dont presque tous les États sont aujourd'hui membres.

2001, toetrad), en de APEC of Asia-Pacific Economic Cooperation (als "Chinese Taipei" sinds 1991, gelijktijdig toegetreden met de Volksrepubliek). Verder heeft Taiwan in een aantal internationale organisaties de status van waarnemer verkregen. Dat is bijvoorbeeld het geval met de Wereldgezondheidsorganisatie (sinds 2009, onder de benaming "Chinese Taipei") en met een aantal comités van de OESO (Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling).

Dit voorstel van resolutie strekt ertoe dat België zou overgaan tot de formele en expliciete erkenning van de Republiek China (Taiwan) en dat België de inspanningen van de Republiek China zou ondersteunen om het lidmaatschap te verwerven van internationale organisaties waarvan België deel uitmaakt, in het bijzonder de Verenigde Naties, waarvan het lidmaatschap thans quasi-universeel is.

Annick PONTHER (VB)
Ellen SAMYN (VB)
Wouter VERMEERSCH (VB)
Kurt RAVYTS (VB)
Pieter DE SPIEGELEER (VB)
Steven GREYELMAN (VB)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que Taïwan (République de Chine) a un territoire d'État délimité, une population permanente et un gouvernement effectif, qui est en mesure d'établir des relations avec d'autres États;

B. considérant que Taïwan satisfait donc à tous les critères imposés par le droit international public pour l'existence d'un État;

C. considérant que la République populaire communiste de Chine créée en 1949 n'a jamais effectivement exercé d'autorité étatique effective sur une quelconque partie de Taïwan et que la République de Chine est pleinement souveraine et indépendante;

D. considérant qu'en raison du poids économique, militaire et politique écrasant de la République populaire de Chine et de la politique de la Chine unique qu'elle continue de mener, Taïwan n'est actuellement reconnu que par 15 États;

E. considérant que la reconnaissance de Taïwan par un nombre restreint d'États entrave considérablement ses possibilités de déploiement au niveau international;

F. considérant qu'en raison de la politique d'obstruction menée par la République populaire de Chine et du fait qu'elle est reconnue par un nombre restreint d'États tiers, Taïwan n'est pas membre (à part entière) de différentes organisations internationales importantes qui n'admettent que des États parmi leurs membres, en particulier les Nations Unies et les différentes organisations spécialisées créées en son sein;

G. considérant que presque tous les États sont membres des Nations Unies, dont la vocation est de fonctionner en tant qu'organisation effective de l'ensemble de la communauté internationale, ce qui ressort de la Charte des Nations Unies;

H. considérant que l'actuel "statut de paria" international de Taïwan et de ses 24 millions d'habitants est fondamentalement injuste;

I. considérant que la République de Chine est un État de droit démocratique à part entière, qui respecte les normes internationales en matière de droits de l'homme;

J. considérant que la République de Chine a montré qu'elle était un membre constructif et responsable de la communauté internationale, qui contribue très largement

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. overwegende dat Taiwan (Republiek China) een afgebakend staatsgebied, een permanente bevolking en een effectieve regering heeft, die in staat is betrekkingen aan te gaan met andere Staten;

B. overwegende dat Taiwan derhalve voldoet aan alle criteria die het volkenrecht stelt aan het bestaan van een Staat;

C. overwegende dat de in 1949 opgerichte communistische Volksrepubliek China nooit effectief staatsgezag heeft uitgeoefend over enig deel van Taiwan en dat de Republiek China ten volle soeverein en onafhankelijk is;

D. overwegende dat het verpletterende economische, militaire en politieke gewicht van de Volksrepubliek China en de door haar aangehouden Eén-Chinapolitiek er de oorzaak van is dat Taiwan thans slechts wordt erkend door 15 Staten;

E. overwegende dat Taiwan door het geringe aantal erkenningen in aanzienlijke mate wordt gehinderd in zijn internationale ontplooiingsmogelijkheden;

F. overwegende dat Taiwan door de obstructiepolitiek vanwege de Volksrepubliek China en het beperkte aantal erkenningen door derde Staten geen (volwaardig) lid is van verschillende belangrijke internationale organisaties waarvan het lidmaatschap slechts openstaat voor Staten, in het bijzonder de Verenigde Naties en de verschillende gespecialiseerde organisaties die in de schoot daarvan werden opgericht;

G. gelet op het quasi-universele lidmaatschap van de Verenigde Naties, waarvan de roeping erin bestaat te functioneren als een daadwerkelijke organisatie van de volledige internationale (Staten)gemeenschap, hetgeen tot uiting komt in het Handvest van de Verenigde Naties;

H. overwegende dat de huidige internationale "paria-status" van Taiwan en zijn 24 miljoen inwoners fundamenteel onrechtvaardig is;

I. overwegende dat de Republiek China een volwaardige democratische rechtsstaat is, die de internationale standaarden respecteert inzake de mensenrechten;

J. overwegende dat de Republiek China zich een constructief en verantwoordelijk lid heeft getoond van de internationale gemeenschap, dat een aanzienlijke

aux programmes régionaux de développement et déploie de nombreux efforts sur le plan humanitaire;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de reconnaître formellement et solennellement la République de Chine (Taïwan) comme État souverain et indépendant, dont le territoire se compose de l'île principale de Taïwan est des îles Penghu, Jinmen et Matsu;

2. de nouer immédiatement des relations diplomatiques officielles avec l'État souverain de Taïwan;

3. de soutenir énergiquement et inconditionnellement les efforts déployés par Taïwan pour devenir membre d'organisations internationales auxquelles la Belgique est partie, et particulièrement des Nations Unies.

12 mars 2020

bijdrage levert aan regionale ontwikkelingsprogramma's en heel wat inspanningen levert op humanitair vlak;

VRAAGT DE FEDERALE REGERING:

1. over te gaan tot de plechtige en formele erkenning van de Republiek China (Taiwan) als een onafhankelijke en soevereine Staat, waarvan het grondgebied bestaat uit het hoofdeiland Taiwan, alsmede de Pescadores, Kinmen en Matsu;

2. onmiddellijk officiële diplomatieke betrekkingen aan te knopen met de soevereine Taiwanese Staat;

3. het streven van Taiwan naar het lidmaatschap van internationale organisaties waarvan België deel uitmaakt, in het bijzonder van de Verenigde Naties, onvoorwaardelijk en krachtig te ondersteunen.

12 maart 2020

Annick PONTHER (VB)
Ellen SAMYN (VB)
Wouter VERMEERSCH (VB)
Kurt RAVYTS (VB)
Pieter DE SPIEGELEER (VB)
Steven GREYELMAN (VB)